

Le collectif #NousToutes et l'ensemble des associations féministes et organisations syndicales signataires de ce texte appellent tous•tes celles et ceux qui veulent en finir avec les violences sexistes et sexuelles à manifester le 25 novembre 2023, dans toute la France, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Dans l'Ain, la marche pour lutter contre les violences faites aux femmes, aux enfants et aux minorités de genre débutera à 14h00 au Square Simone Veil.

Nous ne voulons plus compter nos mortes. Les femmes et les minorités de genre subissent au quotidien des violences sexistes et sexuelles : au travail, dans la rue, dans le foyer, dans les services de santé, nous sommes harceléEs, insultéEs, discriminéEs, violéEs, tuéEs. 850 femmes ont été assassinées sous les mandatures d'Emmanuel Macron. Ce sont 850 féminicides, dont 75% dans le couple, et plus de 1000 enfants orphelins. Ce sont 220 000 femmes victimes des violences de leur conjoint ou ex-conjoint chaque année, et des centaines de milliers d'enfants co-victimes de ces violences. Ce sont 250 viols ou tentatives de viol chaque jour, et une justice qui refuse toujours de croire la parole des victimes.

Le 25 novembre nous serons dans la rue pour rappeler qu'en 2023 être une femme, et d'autant plus une femme noire, racisée, non valide, ou une personne LGBTQIA+, c'est vivre en étant partout exposéE aux violences. Nous serons dans la rue pour rappeler que les enfants sont les premières victimes des violences sexuelles, et ne sont pas protégés. Tous les jours, 450 enfants sont victimes de violences sexuelles. La moitié des enfants victimes d'inceste ne sont pas pris en charge lorsqu'ils appellent à l'aide.

Nous serons dans la rue pour dénoncer l'absence sidérante de politiques publiques efficaces contre les violences faites aux femmes, aux enfants et aux minorités de genre. La réduction drastique des financements des hébergements d'urgence pour les femmes victimes de violences montre que la "grande cause" est une imposture. Les associations féministes de terrain, abandonnées par l'État, ne peuvent plus accompagner les victimes dans de bonnes conditions, certaines sont contraintes de mettre la clef sous la porte. Ces violences de genre s'inscrivent dans un contexte social et politique d'inégalités et d'injustices. Nous ne pouvons pas fuir un père, un conjoint, un employeur violent si notre survie matérielle n'est pas assurée. Nous nous mobilisons pour l'émancipation de toutes et tous, en particulier pour celles des plus précaires d'entre nous. Nous rappelons que les métiers féminisés, notamment ceux du soin, sont les plus dévalorisés, les plus précarisés et les plus pénibles. Ils sont majoritairement assurés par des femmes noires et/ou racisées. Nous sommes aussi particulièrement pénalisées par les récentes réformes des retraites, du chômage et du RSA, car nous menons des carrières hachées, dans des emplois sous-payés. Comment assurer notre indépendance et notre sécurité dans un contexte qui précarise toujours plus la situation matérielle des femmes ?

Aujourd'hui, les violences sexistes et sexuelles sont encore trop mal reconnues et prises en charge. Lorsque les victimes portent plainte ou saisissent la justice pour faire valoir leurs droits, les institutions rejettent leur parole. Aux violences dénoncées s'ajoute la violence institutionnelle : absence d'enquêtes, blâme des victimes, discrédit de la parole des enfants, déqualification des viols, classements sans suite, peines dérisoires... Partout en France, tous les jours, des milliers de victimes de ces violences masculines entendent leur parole niée ou décrédibilisée, se voient humiliées et attaquées. Alors que les discours publics incitent les victimes à parler et dénoncer les violences sexuelles subies, des personnalités publiques de premier rang prennent la parole pour défendre haut et fort les agresseurs, y compris lorsqu'ils ont été condamnés, ou que des procédures judiciaires sont en cours, envoyant un signal d'impunité à toute la société. Aujourd'hui des hommes puissants, connus, accusés de viol, instrumentalisent la justice pour attaquer leurs victimes à travers des procès bâillon avec pour seul but de faire peur et de réduire les victimes au silence. C'est contre la culture du viol que nous luttons, les croyances sont nombreuses et complexes, il nous faut déconstruire cela. C'est un immense travail que l'on doit accomplir, ensemble, à tous les niveaux de la société, en commençant par l'éducation de nos enfants.

Nous manifesterons pour faire entendre notre mécontentement, notre colère et crier que NON, la justice et la police françaises ne font pas leur travail ! Où encore faut-il leur en donner les moyens. Il est temps que l'ensemble de la société et des pouvoirs publics regardent en face cette situation, qui ne relève pas de dysfonctionnements ponctuels, mais d'un système qui reproduit les mécanismes de violences et de domination qu'il est censé combattre. Dès demain, organisons-nous dans nos quartiers, sur nos lieux de travail et d'études pour que ces violences cessent. Nous appelons les associations, collectifs, organisations politiques, syndicats et toute la société à nous rejoindre pour un mouvement de masse. Soyons nombreuses et nombreux le 25 novembre 2023 pour faire entendre nos voix !

Pour le département de l'Ain, les signataires de cet appel sont les suivants : Amnesty International, la Ligue des Droits de l'Homme, le Réseau VIF 01, la CGT, Solidaires, le Parti Communiste Français, Europe Ecologie Les Verts, le Parti Socialiste.